



Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des États-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax : (221) 822 23 45
<http://usembassy.state.gov/dakar> • Numéro 79 • Avril 2007

Les titres

Des journalistes africains réfléchissent à Dakar sur la grippe aviaire

Les Etats-Unis et la FAO vont coordonner les efforts de lutte contre la grippe aviaire

L'Organisation de la Conférence Islamique crée un groupe à Washington

Développement durable : tour d'horizon des partenariats sénégal-américains

Le droit international devrait servir de norme pour évaluer les élections

Le département d'Etat publie son rapport sur les droits de l'homme en 2006

La microfinance pour l'émancipation économique des femmes

L'USAID et Counterpart International soutiennent des talibés de Podor

Les Etats-Unis s'engagent dans la lutte contre la tuberculose au Sénégal

Des journalistes africains réfléchissent à Dakar sur la grippe aviaire

La grippe aviaire demeure une menace que les autorités américaines, à l'instar de la communauté internationale, prennent au sérieux. C'est dans cette optique que le département d'Etat, en relation avec la Voix de l'Amérique, a organisé à Dakar, un séminaire régional d'information à l'intention de journalistes du Sénégal et d'autres pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger). Ainsi, du 14 au 15 mars, des journalistes, chercheurs, professeurs et acteurs de la filière avicole ont échangé sur le thème « la grippe aviaire : aujourd'hui et demain – la couverture journalistique ».

.../...



Un commerçant du marché Kermel répondant aux questions des journalistes pour les besoins d'un exercice pratique.



.../...

Vous trouverez, ci-dessous, l'intégralité du discours de Son Excellence Madame Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, prononcé à l'ouverture du séminaire :

« Les Etats-Unis sont déterminés à soutenir les efforts déployés pour combattre et éradiquer la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) à travers le monde. Au cours de la conférence de Bamako sur la grippe aviaire, en décembre 2006, les Etats-Unis – ainsi que d'autres gouvernements, institutions et bailleurs de fonds – ont promis environ 500 millions de dollars pour la lutte contre le IAHP chez les volailles, pour la prévention et, le cas échéant, la lutte contre la pandémie de la grippe aviaire hautement pathogène.



Des séminaristes sensibles à la question de la grippe aviaire à l'auditorium de l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar

Les risques pour une pandémie de la grippe aviaire hautement pathogène chez l'homme d'avoir un impact majeur au niveau mondial sur la santé, l'économie et la société sont réels. C'est ainsi que nous travaillons avec les pays et les organisations internationales pour élever la question de la grippe aviaire au rang des préoccupations nationales. Nous œuvrons également à améliorer la transparence en matière de déclaration de la maladie et de renforcement de la surveillance et à renforcer les capacités locales permettant d'identifier, de maîtriser et de faire face à une pandémie de la grippe aviaire hautement pathogène.

Jusqu'en décembre 2006, les Etats-Unis ont consacré quatre cent trente-quatre millions de dollars au renforcement des trois principaux piliers des efforts internationaux dans ce domaine que sont : l'état de préparation et la communication, la surveillance et la détection, et la réaction et la maîtrise.

Les Etats-Unis soutiennent les efforts consacrés à l'état de préparation dans au moins cinquante-trois pays et les agences du gouvernement américain ont déployé des scientifiques, des vétérinaires, des experts en santé publique, des médecins et des équipes de réaction en cas d'urgence dans les pays affectés et dans les pays à haut risque. Cela, pour aider à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans et procédures relatifs à l'état de préparation aux cas d'urgence.

Les Etats-Unis ont co-sponsorisé par le passé plusieurs stages au Centre d'épidémiologie et de santé animale d'APHIS, qui est l'un des centres collaborateurs pour les maladies animales de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En dispensant ces stages dans différents endroits cibles du monde, nous sommes en mesure de former un plus grand nombre de collègues, de mieux comprendre vos préoccupations et d'améliorer notre propre connaissance de la situation épidémiologique à l'étranger.

Un autre exemple de l'appui du gouvernement américain aux efforts de la sous-région pour freiner l'expansion de la grippe aviaire est bien sûr cet atelier, qui est financé et accueilli par le département d'Etat américain. J'espère qu'une fois de retour chez vous, vous partagerez et diffuserez les connaissances acquises durant ces travaux. En tant que journaliste, vous avez un précieux rôle dans l'éducation et la sensibilisation des populations locales sur les réalités et les mythes de la grippe aviaire ».

Les États-Unis et la FAO vont coordonner les efforts de lutte contre la grippe aviaire

Le 14 mars, le ministre américain de l'agriculture, M. Mike Johanns, a signé un accord avec le chef de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) portant sur la coordination de l'assistance technique dans les domaines de la grippe aviaire et autres dossiers importants pour l'agriculture.

Cet accord vise à renforcer la réaction mondiale au virus H5N1 hautement pathogène de la grippe aviaire qui est en train de se répandre rapidement dans certaines régions du monde et à protéger les secteurs agricoles nationaux, a déclaré M. Johanns.

Dans le cadre de cet accord, le ministère américain de l'agriculture est en train d'organiser un atelier sur la préparation à la lutte contre la grippe aviaire. Cinquante experts de plus de 15 pays y participent, a déclaré M. Johanns lors d'une conférence de presse tenue après la signature de l'accord avec le secrétaire général de la FAO, M. Jacques Diouf.

De concert avec la FAO et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le ministère de l'agriculture est en train de préparer un atelier international qui se tiendra à Rome en avril sur les initiatives visant à prévenir la propagation de la grippe aviaire en amenant le public à prendre conscience du danger que représente cette maladie.

Le ministère, la FAO et l'OIE distribueront dans le courant de l'année des vidéocassettes et des DVD contenant des informations sur la façon de diagnostiquer la grippe aviaire, sur les vaccins, et sur la création de programmes de dédommagement pour les agriculteurs touchés par l'épidémie.

Sur le plan national, les États-Unis surveillent leurs ports d'entrée afin d'empêcher tout trafic de volailles et de produits dérivés, a affirmé M. Johanns. Ces efforts visent également les centres de tri du courrier, les marchés, les entrepôts et les restaurants.

Les États-Unis lanceront également, dans le courant de l'année, une campagne publique axée sur les risques d'introduction de la grippe aviaire aux États-Unis par la contrebande de volailles.

Des mesures de surveillance des oiseaux sauvages et migratoires, susceptibles de porter la maladie, ont également été mises en œuvre.

Les États-Unis sont également en train d'étendre leur campagne d'éducation auprès des éleveurs et des amateurs d'oiseaux exotiques pour leur apprendre à reconnaître les signes de la maladie et à déclarer les animaux malades ou morts.

Des mesures de précaution ont en outre été mises en œuvre sur les marchés de volailles vivantes, afin d'y détecter tout signe de maladie, même s'il s'agit de la version faiblement pathogénique, parce que son virus peut facilement muter et devenir hautement pathogène. Il y aura également des échanges d'informations avec le Canada et le Mexique.

Les efforts que déploie le ministère de l'agriculture pour mettre en place des mécanismes de protection et de prévention contre la grippe aviaire impliquent également les ministères des affaires intérieures et des domaines, de la sécurité intérieure, et de la santé et des services sociaux.

Selon un communiqué de presse du ministère de l'agriculture, l'accord passé le 14 mars avec la FAO prévoit la coordination des efforts dans les domaines de la malnutrition chronique, des épizooties et de la phytopathologie, des ressources génétiques, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.



M. Jacques Diouf, Directeur de la FAO et M. Mike Johanns, Ministre américain de l'agriculture signant un accord sur la coordination de l'assistance technique dans le domaine de la grippe aviaire

L'Organisation de la Conférence Islamique crée un groupe à Washington

La sous-secrétaire d'Etat aux affaires et à la diplomatie publiques, Mme Karen Hughes, a accueilli favorablement la création à Washington d'un groupe de représentants de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). « Nous avons le même objectif, qui est de mettre en valeur les contributions positives et les valeurs des pays et des citoyens musulmans », a-t-elle dit lors d'une cérémonie organisée à Washington le 15 mars.

La Malaisie a été le fer de lance de la création de ce groupe de l'OCI dans la capitale des Etats-Unis. Des responsables Malaisiens ont déclaré que sur les 170 missions diplomatiques installées à Washington, 56 étaient membres ou observatrices de l'OCI. Selon le site Web de cette organisation, le groupe créé à Washington vise à communiquer avec les membres du gouvernement des Etats-Unis et autres entités pertinentes au sujet de dossiers relatifs à l'Islam et au bien-être des musulmans, et à organiser des activités susceptibles de « promouvoir l'image d'un Islam pacifique, éclairé et progressiste ».

Lors de son allocution, Mme Hughes a déclaré : « Lorsque vous entreprendrez des démarches importantes auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour promouvoir des résolutions contre la diffamation de l'Islam, j'espère que vous envisagerez d'élargir ces résolutions pour y inclure le respect de toutes les religions et le droit de tous les peuples d'observer leur culte de la façon qui leur convient ».

Evoquant de récents attentats perpétrés au nom de l'Islam, Mme Hughes a félicité des dirigeants tels que le président afghan Hamid Karzaï et le secrétaire général de l'OCI, Ekmeleddin Ihsanoglu, de s'être exprimés contre « les extrémistes violents qui pervertissent la religion en attaquant des hôpitaux, des universités, des cérémonies de mariage, des mosquées, des centres d'emploi et même des groupes d'enfants ».

Elle a invité le Groupe de l'OCI à Washington à s'associer aux efforts déployés par les Etats-Unis pour lutter contre « l'idée alimentée par les extrémistes selon laquelle il existe un *choc des civilisations* entre l'Occident et l'Islam. L'Islam est l'une des grandes religions du monde, elle fait partie de l'Occident et joue un rôle important aux Etats-Unis ». Mme Hughes a ensuite cité les efforts déployés par le département d'Etat pour promouvoir la compréhension mutuelle, notamment les échanges éducatifs et culturels qui ont déjà impliqué près de 39.000 personnes.

Elle a également cité un programme appelé « Citizen Dialogue », dans le cadre duquel des Américains de foi musulmane agissent comme émissaires auprès d'autres pays. « Ces programmes facilitant la communication directe entre les gens sont précieux pour lutter contre les stéréotypes et les informations fallacieuses que les extrémistes véhiculent pour créer un fossé entre nos pays », a dit Mme Hughes.

L'OCI a été créée dans la foulée de l'incendie criminel de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, le 21 août 1969. La première conférence de l'OCI s'est tenue un mois plus tard à Rabat, au Maroc. L'OCI compte 57 membres, et ses objectifs sont notamment la protection des lieux saints de l'Islam, la solidarité entre les Etats Islamiques et la promotion des intérêts Islamiques dans le monde.



Mme Karen Hughes, sous-secrétaire d'Etat aux affaires et à la diplomatie publiques

Développement durable : tour d'horizon des partenariats sénégalais-américains

Le Chargé d'Affaires, a.i. de l'Ambassade des Etats-Unis, M. Robert P. Jackson, a rencontré le 21 mars 2007, les membres du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS). Nous vous proposons ci-après des extraits du discours qu'il a prononcé à cette occasion :

« Le Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS), de mon point de vue, joue un rôle très important dans le renforcement du secteur privé au Sénégal, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Je pense que vos efforts sont complétés par ceux de la Mission américaine au Sénégal, où notre priorité politique numéro un est d'aider votre pays à améliorer ses performances économiques.

Je voudrais vous faire part aujourd'hui de certaines pensées qui existent actuellement au sein du gouvernement des Etats-Unis, sur la façon dont nous pouvons faciliter et renforcer l'émergence d'un secteur privé dynamique au Sénégal, afin de stimuler la croissance économique et d'aider à sortir la population de la pauvreté. Toutefois, aucun bailleur de fonds ni groupe de bailleurs de fonds ne rendra l'économie sénégalaise plus dynamique; seuls les Sénégalais peuvent le faire.

Les Etats-Unis œuvrent en partenariat avec le gouvernement et le peuple du Sénégal, en investissant dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Ces investissements sont essentiels. La création d'emplois est encore plus essentielle et le secteur privé doit prendre la tête de cette entreprise, avec l'appui d'investisseurs étrangers potentiels.

La Mission des Etats-Unis au Sénégal utilise un vaste éventail d'outils et de programmes pour promouvoir la croissance économique. Le programme de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) est principalement axé sur la croissance économique, notamment à travers des projets d'appui aux services de développement des affaires, aux partenariats publics-privés et à la réforme politique économique.

Le programme « Wula Nafaa » de l'USAID met l'accent sur des activités génératrices de revenu durables et naturelles, ainsi que sur l'importance d'une gouvernance locale saine, pour garantir une gestion durable et transparente des ressources.

Par ailleurs, l'USAID appuie les objectifs de la Stratégie de croissance accélérée du Sénégal, avec des programmes à hauteur de plus de 35 millions USD sur les cinq prochaines années. Une récente innovation de l'USAID est d'aider le

secteur bancaire du Sénégal à libérer des capitaux supplémentaires pour les petites entreprises.

Grâce à nos programmes d'assistance et au Groupe de travail du secteur privé, de la communauté des bailleurs de fonds, dont l'ambassadeur des Etats-Unis assure la présidence, nous œuvrons aussi activement avec le gouvernement du Sénégal pour faire avancer les réformes politiques, comme la diminution du temps et du coût requis pour démarrer une affaire.

Depuis juin 2005, le Groupe de travail du secteur privé a fait certaines propositions très précises au gouvernement, dont certaines sont basées sur de précédentes discussions avec les employeurs. Nos propositions sont claires, réalisables et conformes aux recommandations formulées en 2006 par le Comité du Conseil présidentiel pour l'investissement. En tant que bailleurs de fonds, nous constituons une ressource pour le gouvernement du Sénégal pour l'orientation de sa politique et les progrès au niveau de la Stratégie de croissance accélérée.

Je voudrais souligner le fait que l'USAID n'est pas la seule agence du gouvernement américain à soutenir les réformes et les performances économiques. Notre Service commercial, notre Bureau des Affaires agricoles à l'étranger, le département américain du Trésor, la Federal Aviation Administration et le Corps de la Paix travaillent aussi étroitement avec leurs homologues sénégalais afin de renforcer et d'obtenir des transactions commerciales et financières.

Je voudrais également attirer l'attention sur les perspectives présentées par deux programmes américains bien connus dont bénéficie le Sénégal. Le premier est la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique, plus connu sous le nom d'AGOA. En vertu de l'AGOA, le Sénégal et la plupart des autres pays africains peuvent exporter vers les Etats-Unis plus de six mille produits manufacturés ou produits localement sans droits de douane ni quotas. Bien entendu, ces produits doivent également être conformes aux normes américaines en matière de sûreté et de qualité, et les produits agricoles doivent répondre à nos exigences sanitaires et phytosanitaires.

La possibilité pour les fabricants au Sénégal d'avoir un accès hors taxes au marché américain constitue un avantage certain. La Chine fait souvent les gros titres pour inonder les marchés avec ses produits, mais un producteur sénégalais de qualité – qui peut économiser quinze, vingt, trente pour cent sur les droits de douane – ne devrait pas partir du principe qu'il n'est pas compétitif par rapport aux produits provenant de Chine ou d'ailleurs.



Vous avez sans doute entendu parler du Millennium Challenge Account (MCA), financé par le gouvernement des États-Unis. Le concept du MCA considère que les pays qui sont démocratiques, protègent les droits de l'homme, font face avec efficacité aux priorités en matière de développement et mettent en œuvre des politiques économiques saines, sont les meilleurs candidats à une aide étrangère de grande ampleur.

Le MCA donne aux pays la chance de « penser grand » en faisant des projets qui peuvent considérablement améliorer l'activité commerciale, augmenter les revenus et avoir un large impact sur la réduction de la pauvreté.

En Afrique de l'Ouest, des pays comme le Cap-Vert, le Bénin, le Mali et le Ghana ont déjà signé des accords financiers, appelés « Compacts », avec la Millennium Challenge Corporation (MCC), pour une valeur totale estimée à 2,5 milliards USD, soit 1,25 trillion FCFA. Le Sénégal est un pays qui remplit les conditions pour bénéficier du MCA et des professionnels pleins de talent travaillent dur pour finaliser la proposition du MCA pour la plateforme de Diamniadio, l'un des projets d'infrastructure les plus ambitieux et les plus complexes d'Afrique de l'Ouest.

Afin de soutenir le projet proposé, la MCC a donné 6,5 millions de dollars au Sénégal, soit 3,25 milliards de f CFA, pour le financement des études de faisabilité. Toutefois, je voudrais souligner qu'il s'agit d'un processus technique plutôt que politique. Nous ne signerons un Compact que lorsque nous pourrions convaincre le Congrès américain que la plateforme industrielle de Diamniadio augmentera la croissance du PIB (Produit intérieur brut) et diminuera la pauvreté.

En ce qui concerne les produits et services où le Sénégal est déjà proche des normes mondiales, surmonter ces derniers obstacles est tout à fait faisable. Et pour les secteurs où le Sénégal accuse un retard, mais dispose de certains atouts, le pays peut être optimiste quant à la réalisation de rapides progrès qui le placeraient dans une position compétitive, grâce à un régime d'investissement attractif, un meilleur accès au crédit et des améliorations relativement peu coûteuses en matière de compétences et d'outils au niveau des employés et de la gestion.

A présent, permettez-moi de mentionner quelques défis déjà bien connus que rencontre la croissance accélérée au Sénégal. Je n'ai pas les réponses sur la meilleure façon de remédier à ces problèmes, pas plus que le gouvernement des États-Unis. Pour résoudre ces influences négatives, il faudra de l'engagement et de la pensée créatrice, et les efforts de plaidoyer qui doivent les accompagner. En fait, il faut le type d'attitude qui est la raison d'être du MEDS.

Tout d'abord, les estimations actuelles indiquent que la population du Sénégal va doubler d'ici 2030 et que, dans ce laps de temps, des millions de Sénégalais vont migrer des zones rurales vers Dakar. Il faudra environ 300.000 nouveaux emplois chaque année dans les zones urbaines juste pour empêcher l'économie de se détériorer davantage.

Une autre menace pour l'économie est de se reposer sur ses lauriers. En vérité, le Sénégal est un centre régional pour les affaires et le commerce, mais ce n'est pas assez – pas dans le monde compétitif d'aujourd'hui. Je suis désolé de signaler qu'au cours de l'année passée, j'ai entendu parler de plus d'une société internationale qui avait prévu au départ d'investir au Sénégal, mais qui a finalement choisi le Ghana.

Il est évident que le Sénégal n'est pas simplement en concurrence avec les autres pays ouest-africains, mais avec les pays du monde entier. Aussi, personne ne doit se satisfaire de voir que sur les 175 pays figurant au classement de la Banque mondiale dans la rubrique « La pratique des affaires » en 2006, le Sénégal arrive au 146^{ème} rang.

Le Sénégal ne peut prendre le risque de porter davantage atteinte à la confiance des investisseurs. Votre pays dispose d'atouts d'une importance cruciale : un emplacement stratégique à l'extrémité de la pointe occidentale de l'Afrique, une tradition de paix, de stabilité, de démocratie et de tolérance religieuse, une croissance économique régulière mais modeste et des systèmes financiers, Internet et de télécommunication qui sont supérieurs à la plupart de ceux que l'on trouve en Afrique. Mais dans le système mondial dynamique qui est le nôtre actuellement, les réalisations d'hier comptent beaucoup moins que ce qui se passe aujourd'hui, et encore moins qu'une évaluation sérieuse, orientée vers les affaires, du futur proche ».

Le droit international devrait servir de norme pour évaluer les élections

L'expression « élections libres et régulières » est employée depuis une soixantaine d'années dans les médias nationaux et internationaux, mais que signifie-t-elle au juste? Telle était la question posée par M. Michael Boda, boursier Reagan-Fascell pour la démocratie, lors d'un congrès international d'études sur la démocratie parrainé par la Fondation nationale pour la démocratie le 20 février. M. Boda, principal intervenant, a entrepris d'apporter une réponse à cette question, avec l'appui de MM. David Carroll, directeur du programme sur la démocratie du Centre Carter, et Patrick Merloe, associé principal à l'Institut démocratique national des affaires internationales.

Les trois orateurs se sont efforcés à tour de rôle d'élaborer un ensemble de normes acceptées sur le plan international, pouvant servir à évaluer les élections pour en déterminer la légitimité, c'est-à-dire pour les déclarer libres et régulières. Selon M. Boda, les élections sont traditionnellement jugées sur trois critères : le résultat, le processus (cas le plus fréquent) et la conformité au droit international. L'argument avancé par lui est qu'il conviendrait d'accorder une place plus importante au droit international pour évaluer les élections. D'un point de vue pratique, toutefois, cela exigerait des observateurs qu'ils acquièrent des connaissances plus détaillées et plus larges sur les obligations internationales liées aux élections, pour pouvoir évaluer celles-ci selon ce critère.

M. Boda a indiqué comment ces connaissances pouvaient s'acquérir, non seulement en s'attachant davantage à prendre en considération les droits de l'homme, mais en se tournant aussi vers d'autres sources du droit international. Ces autres sources, telles que la jurisprudence des tribunaux internationaux et régionaux et les manuels sur les élections largement acceptés émanant d'institutions internationales, contribuent à préciser les principes les plus connus des activités électorales, tels que ceux des « intervalles périodiques », du « suffrage universel » et de « l'absence de discrimination », a-t-il noté.

La première étape de l'évaluation d'une élection, selon M. Boda, consiste à recenser les obligations juridiques internationales relatives aux élections. Dans un second temps, le processus électoral doit être bien « structuré ». M. Boda a distingué dans ce processus neuf composantes, comprenant notamment le cadre législatif électoral et le découpage des circonscriptions à une extrémité du processus, et l'inscription des électeurs, les opérations de

scrutin et le dépouillement des bulletins à l'autre extrémité. Enfin, M. Boda a expliqué comment l'on peut évaluer les indicateurs clés de chacune de ces composantes par rapport aux obligations internationales relatives aux élections, pour déterminer si les composantes et, en conséquence, l'ensemble du processus électoral, ont été mis en œuvre de manière satisfaisante.

M. Boda a souligné qu'il ne proposait pas de noter chacune des composantes du processus électoral, ce qui, par simple addition, permettrait d'attribuer une note globale pour déterminer si l'élection avait été menée de manière libre et régulière. « Ce type d'approche n'est pas envisageable dans le contexte de l'observation des élections, du moins pas dans sa forme actuelle, a-t-il dit. Les activités considérées sont d'une grande complexité et beaucoup des composantes ne se prêtent pas à la quantification. Ce serait rendre un mauvais service aux électeurs et aux observateurs qui se retrouveraient à modifier les résultats numériques obtenus, étant donné les contraintes de temps et les délais impartis pour mener les évaluations à bien ».

Bien que se déclarant en faveur de l'introduction d'une rigueur scientifique sociale plus grande dans les opérations de recueil des données au cours d'une élection, M. Boda a estimé que le jugement d'appréciation de l'élection devrait, en dernière analyse, reposer sur l'expertise et les délibérations des observateurs, auxquels il incombe de justifier leurs décisions en se fondant sur les faits constatés au cours du processus d'évaluation.

David Carroll a qualifié les travaux de M. Boda comme étant un effort d'une importance vitale visant à améliorer les méthodes d'évaluation des élections, mais il a noté que les améliorations ne seraient pas faciles à obtenir. M. Boda « nous oriente sur la bonne voie, a-t-il dit. Ce sont des questions difficiles qu'il faut poser ».

Patrick Merloe a rappelé que chaque élection se déroule dans un contexte qui lui est propre, et qu'une élection tenue dans une société qui vient de sortir d'un conflit est très différente d'une élection ayant lieu dans une culture civique bien établie en situation de paix. « Je me prononce en faveur du droit international, a dit M. Merloe, rejoignant ainsi M. Boda. Toutes les interventions doivent avoir le droit international pour fondement ». M. Merloe a précisé qu'en l'occurrence, le droit international comprenait les préceptes relatifs aux droits de l'homme.



Le département d'Etat publie son rapport sur les droits de l'homme en 2006

Les Etats-Unis espèrent que le Rapport annuel du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde « sera une source d'information pour les gouvernements et les sociétés, et une source d'inspiration pour tous ceux qui ouvrent toujours à l'avènement de changements pacifiques et démocratiques dans le monde », a déclaré la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice.

Mme Rice, Mme Paula Dobriansky, sous-secrétaire d'Etat à la démocratie et aux affaires mondiales, et M. Barry Lowenkron, secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, ont présenté le rapport et discuté de ses conclusions lors d'une conférence de presse organisée au département d'Etat le 6 mars. Ce rapport, soumis au Congrès, comme chaque année, conformément à la loi fédérale, examine le statut des droits de l'homme dans 196 pays et entités.

Le rapport analyse la situation selon les critères relatifs aux droits individuels, civils et politiques établis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies. Les informations qui l'alimentent proviennent d'articles parus dans les médias et des enquêtes faites par les ambassades dans le cadre de leurs discussions avec les organisations non gouvernementales et avec les autorités.

On peut distinguer certaines tendances générales dans le rapport de 2006, a expliqué M. Lowenkron. « Dans le monde entier, les hommes et les femmes ont continué d'insister sur le respect de leurs droits et le devoir de leur gouvernement de les écouter, et sur leur désir de voir leur opinion et leur vote compter ».

Avec la publication de ce rapport, les Américains « s'engagent une fois de plus à soutenir ceux qui ont le courage de lutter pour leur liberté et leurs droits », a dit Mme Rice. « Nous nous engageons à demander des comptes à tous les gouvernements qui persistent à considérer les droits de leurs citoyens comme une option plutôt que comme une exigence non négociable de la dignité humaine ».

« Trop souvent, au cours de l'année passée, nous avons reçu des rappels douloureux du fait que les droits de l'homme, s'ils vont de soi, ne sont pas automatiquement respectés, et que le désir de l'humanité de vivre dans la liberté, qui est

universellement légitime, n'est pas universellement respecté. La liberté et les droits de l'homme exigent des institutions publiques transparentes et responsables, une société civile florissante, un appareil judiciaire et un pouvoir législatif indépendants, des médias libres et des forces de sécurité capables de maintenir l'ordre » a-t-elle ajouté.

Le rapport annuel du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde constitue à la fois une « encyclopédie des violations des droits de l'homme » à l'usage des autorités nationales, des responsables d'ambassade et de toute personne qui s'intéresse à cette question, et une feuille de route pour tout pays qui cherche à améliorer ses résultats, selon Mme Nicole Bibbins-Sedaca, directrice de la planification stratégique et des affaires extérieures au Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'Etat.

Elle souligne que ces rapports permettent à un gouvernement de connaître le point de vue des Etats-Unis relatif à son bilan des droits de l'homme. En outre, ces rapports peuvent promouvoir le dialogue avec les Etats qui souhaiteraient discuter de leur situation en matière de droits de l'homme. Certains pays ont pu, grâce aux rapports, améliorer le dialogue avec leur société civile ainsi qu'au sein de leur gouvernement. On peut également se servir des informations trouvées dans le rapport pour déterminer si un pays donné peut prétendre à une aide du Compte du millénaire.

Pour la première fois, le rapport sur 2006 comprend une section pour chaque pays détaillant son respect pour la liberté d'expression sur l'internet. On y trouve des informations sur l'accessibilité du public à l'internet et sur la manière dont les utilisateurs s'en servent, de même que sur la mesure dans laquelle le gouvernement restreint ou bloque sans raison valable l'accès à la Toile ou à divers sites, a indiqué Mme Dobriansky. « Nous ne cesserons de défendre la liberté de l'internet, notamment en abordant ce sujet directement auprès des autorités étrangères compétentes et en essayant de les convaincre du fait que toute entrave à la liberté d'expression en ligne est contraire à leurs intérêts et à ceux de leur pays », a dit la haute responsable.

La microfinance pour l'émancipation économique des femmes

Pendant trop longtemps, Isseu Sambe, vendeuse de tissus, a vu ses petits bénéfices s'envoler comme ils tombaient. En effet, ses gains étaient vite engloutis par ses nombreuses dépenses journalières, obligée qu'elle était de se débrouiller pour soutenir un mari retraité dont la maigre pension ne pouvait suffire à l'entretien de leurs cinq enfants et de six autres orphelins de la famille élargie.

C'est pourquoi elle n'aurait jamais pensé pouvoir économiser plus de 400.000 FCFA jusqu'au jour où elle apprit l'existence d'un programme de microfinance financé par l'USAID.

A 51 ans, Isseu vend depuis huit ans des tissus Wax importés d'autres pays africains. En 2002, elle essaya la banque villageoise de Keur Khaly dans le département de Tivaouane et commença à économiser une partie de ses modestes revenus. Ensuite, elle obtint un prêt de 30.000 FCFA de CAURIE-MF (Caisse autonome pour le renforcement des initiatives économique par la microfinance) qu'elle remboursa au bout de six mois, réussissant même à réaliser une épargne de 30.000 FCFA. Depuis lors, elle n'a cessé d'enregistrer prêt sur prêt, aussitôt remboursé, pour un montant total cumulé de 500.000 FCFA qui produit un bénéfice net de 430.000 FCFA au bout de la quatrième année d'activité.

Appuyée par le programme coinvestissement de l'USAID, CAURIE-MF est née d'une initiative dirigée par le Catholic Relief Services (CRS) et CARITAS/Sénégal, destinée à transformer des banques villageoises en une institution formelle de microfinance. CAURIE-MF lie le crédit à l'épargne et cherche à aider les femmes entrepreneurs pauvres, singulièrement les vendeuses, artisanes et paysannes sans accès aux services financiers. Avec maintenant trois agences dans l'ensemble du pays, CAURIE-MF a vu son portefeuille de prêts croître à 1 milliard FCFA et celui d'épargne à plus de 600 millions FCFA à la fin de 2006.

Mais sa vraie réussite se mesure par l'impact sur la vie des femmes financées dont le nombre se chiffre maintenant à plus de 11.000 à travers plus de 200 banques villageoises. Grâce à leurs épargnes, les femmes, comme Isseu, détiennent un pouvoir. « Avant, je n'économisais jamais, je dépensais mon argent sur de petites choses » reconnaît-elle. « Maintenant, je peux économiser et dépenser sur des choses plus importantes ». C'est ainsi qu'elle a pu s'acheter un mobilier de chambre à coucher et un réfrigérateur. Elle s'emploie présentement à la construction d'une nouvelle maison sur une vieille parcelle familiale.

« Sans l'assistance de l'USAID, nous serions obligés d'arrêter nos activités de microfinance et les femmes feraient un retour forcé dans la pauvreté puisqu'elles ne pourraient avoir accès au crédit auprès d'autres institutions financières » dit André Youm, chef d'agence de CAURIE-MF et tout premier agent de l'équipe.

CAURIE-MF est un champion clé de la réforme de la microfinance et jouit d'une reconnaissance nationale en tant qu'institution leader et novatrice de la microfinance. Elle envisage d'élargir sa gamme de produits et services pour toucher encore plus de femmes ayant la même aspiration qu'Isseu.

A travers son commerce de tissus, Isseu montre toute la détermination personnelle qui l'anime, elle et ses sœurs bénéficiaires des services de crédit et d'épargne des banques villageoises de VAURIE-MF. « En tant que femmes, nous trouvons la liberté dans le fait de pouvoir gagner notre vie et construire notre avenir ».



Isseu Sambe discutant de son commerce de tissus avec André Youm, à son échoppe du marché de Tivaouane.

L'USAID et Counterpart International soutiennent des talibés de Podor

Le peuple américain a fait un don d'une valeur de 75 millions FCFA aux talibés de Podor. Ce don, constitué de matériels d'apprentissage, d'effets vestimentaires et de toilette, est remis aux bénéficiaires par le biais d'un projet financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pour appuyer 8 daaras du département de Podor.

Lors d'une cérémonie à Doumgalaw, le 21 mars 2007, des marabouts représentant leurs communautés ont réceptionné le don provenant d'écoles et de groupes communautaires de pratiquement toutes les régions des Etats-Unis. L'USAID a apporté une contribution d'appoint d'une valeur de 5 millions FCFA et son partenaire, Counterpart International, s'est occupé de toutes les dispositions logistiques pour la collecte et le transport de la cargaison.

Soigneusement emballée par des volontaires américains, la cargaison comprend 100 cartons de chaussures, 100 cartons de vêtements, 900 paquets d'effets de toilette tels que bandages, savon, pâte dentifrice, brosses à dents, serviettes, papier hygiénique, ainsi que 100 paquets de

matériels d'apprentissage contenant chacun des carnets de notes, crayons, taille-crayons, stylos à billes, gommes, règles et ciseaux.

Ce don vient renforcer l'impact du projet USAID créé il y a 18 mois pour aider à améliorer les conditions de vie et d'apprentissage des talibés par une meilleure prise en charge sanitaire et nutritionnelle, ainsi qu'une participation communautaire accrue aux daaras. Depuis août 2006, près de 4.000 talibés de 9 daaras ont pu chaque jour bénéficier d'un repas chaud à base de riz et de blé américains.

Rappelons qu'au cours de ces derniers mois, le gouvernement américain a, à travers l'USAID, fourni des kits de premiers soins, des filtres d'eau et des centaines de moustiquaires imprégnées pour combattre le paludisme, ainsi que des fonds pour construire et réparer des salles de classes et des latrines. Les talibés sont également déparasités deux fois par an. L'USAID est aussi en train d'aider à l'élaboration d'un curriculum moderne de calcul, d'éducation à la vie, de formation professionnelle, de techniques de prévention du VIH/SIDA et d'activités génératrices de revenus.



Des talibés de Doumgalaw disent merci

Les Etats-Unis s'engagent dans la lutte contre la tuberculose au Sénégal

Les décès dus à la tuberculose (TB) dans le monde ont baissé depuis 1990 mais 1,5 million de personnes meurent chaque année de cette maladie. La tuberculose tue ou débilite surtout les adultes actifs et menace les familles les plus pauvres et les groupes les plus marginalisés.

La tuberculose est un problème de santé publique majeur au Sénégal. Selon le rapport 2006 de l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) sur la tuberculose dans le monde, le Sénégal comptait près de 10.120 cas de TB en 2005 dont 6.722 cas de SS+ et un taux d'incidence estimé à 110 cas pour 100.000 personnes. Les données sont limitées en ce qui concerne la prévalence du VIH chez les tuberculeux. En 2004, l'OMS estimait à 4,7% le taux de confection TB/VIH (Rapport OMS de 2006). Le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) estime à 2% le taux de résistance des nouveaux cas aux médicaments multiples.

« Même s'il existe un traitement curatif depuis plus d'un demi-siècle, la TB reste l'un des plus grands fléaux de l'humanité » a dit Mme Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, le 24 mars à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la TB. « Nous saluons l'engagement du gouvernement sénégalais à financer substantiellement les médicaments et produits anti TB. Cependant, nous devons nous rappeler que tant que la TB existera quelque part dans le monde, elle existera partout. Et tant que, entre partenaires, nous n'aurons pas anéanti la TB au Sénégal, nous serons tous en danger. Nous devons donc travailler ensemble pour que toutes les communautés soient effectivement capables de diagnostiquer et traiter correctement la TB ».

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) travaille avec les gouvernements et les partenaires à travers le monde pour sauver des vies en renforçant et en augmentant le traitement et la guérison de la TB, en améliorant la qualité et la disponibilité des médicaments, en formant toutes les catégories de personnels de la santé, en donnant des fournitures et équipements de laboratoire, et en impliquant les communautés et le secteur privé dans les soins.

L'approche de l'USAID au Sénégal complète les priorités du PNL. L'USAID appuie la décentralisation des services de diagnostic et de traitement de la TB, avec observation

directe du traitement pendant les deux premiers mois de thérapie et un traitement standard de huit mois. L'USAID vise à augmenter la réussite du traitement en ciblant des structures sanitaires et des communautés où des agents de santé communautaire seront impliqués dans la Thérapie directement observée, courte durée (DOTS). Cet effort ciblera en particulier la capitale Dakar qui enregistre 50% des cas de TB dans le pays.

Depuis 2001, l'USAID a consacré environ 2,5 milliards FCFA aux efforts de lutte contre la TB au Sénégal. Elle continuera d'apporter un appui financier et technique d'environ 250 millions FCFA par an jusqu'en 2011. L'assistance de l'USAID vise à renforcer la gestion du programme TB et la capacité des communautés à la diagnostiquer et traiter correctement, à améliorer le diagnostic dans les structures appuyées par l'USAID et à décentraliser les médicaments jusqu'aux postes de santé. Elle vise aussi à institutionnaliser le dépistage réciproque du VIH/SIDA et de la TB afin que les séropositifs du VIH subissent un dépistage systématique de la TB et qu'il soit systématiquement offert aux personnes atteintes de la TB un dépistage volontaire du VIH/SIDA.

A ce jour, l'USAID et ses partenaires d'exécution au Sénégal ont réalisé plus de 4.350 sessions d'éducation et 9.170 visites domiciliaires pour informer les citoyens sur le paludisme et la TB. Ils ont formé 75 prestataires de 24 unités de soins à l'application de la stratégie DOTS et supervisé les unités de soins dans 30 districts sanitaires de 8 régions. Ils ont également fourni des informations de base sur la TB à 1.600 leaders communautaires, créé 94 groupements d'appui au renforcement de la stratégie DOTS au niveau communautaire et, enfin, équipé 9 laboratoires de microscopes et 3 laboratoires de référence de balance électronique.

Les Etats-Unis sont le premier pays donateur du Fonds Mondial avec une contribution de près de 1,9 milliards USD depuis son démarrage en 2002. L'USAID apporte chaque année 5 millions USD au Mécanisme mondial sur les médicaments de la TB au titre de la subvention des médicaments de la TB en faveur des pays qui sont dans le besoin. L'USAID appuie actuellement les programmes de lutte contre la TB dans 37 pays et est le premier donateur bilatéral dans ce domaine. Depuis 1998, elle a fourni environ 432 millions USD pour les activités de lutte contre la TB dans le monde.



Quoi de neuf sur le site de l'ambassade ?

Le **Bureau de Coopération Militaire (ODC)** gère toutes les activités de la coopération militaire, coordonne l'appui apporté au Sénégal, effectue la planification interalliée et joue le rôle de liaison pour d'autres questions d'intérêt commun relatives à la Défense.

<http://usembassy.state.gov/dakar>

Embassy of the United States of America
Dakar, Senegal
Ambassade des Etats-Unis
Ave Jean XXIII x Rue Kléber - B.P. 49 DAKAR, Sénégal - Tél. 823-4096

Bureau de Coopération Militaire (ODC)
Page in English

Mise à jour : 23 mai 2006

BUREAU DES PROGRAMMES D'ANGLAIS

Le Bureau de la Coopération Militaire (ODC) est composé d'une équipe de 3 personnes dirigée par un officier militaire américain. ODC gère toutes les activités traditionnelles ou non traditionnelles de la coopération militaire, coordonne l'appui au pays hôte, effectue la planification interalliée et joue le rôle de liaison pour d'autres questions d'intérêt commun relatives à la Défense.

Le Programme International de formation et d'entraînement militaires (IMET) est l'élément central des efforts de coopération militaire au Sénégal. Ce programme fournit une éducation et une formation militaires à des civils et des militaires sénégalais, avec les objectifs suivants:

- encourager des relations effectives et mutuellement bénéfiques qui accroîtront la compréhension entre les Etats-Unis et le Sénégal, afin de mieux servir les objectifs de paix et de sécurité internationales.
- améliorer l'aptitude du Sénégal à utiliser avec une efficacité maximale ses ressources, y compris les articles et services de défense fournis par les Etats-Unis, contribuant ainsi à une plus grande indépendance; et
- accroître la sensibilité des participants sénégalais aux activités portant sur des questions de base qui impliquent les droits de l'homme internationalement reconnus.

Depuis 1965, plus de 1000 militaires sénégalais ont reçu une formation aux Etats-Unis. Notre program IMET est l'un des plus solides en Afrique sub-saharienne.

Les exercices militaires de formation sont également devenus un volet important de notre programme de coopération militaire. Différents types d'exercices ont lieu chaque année sous les auspices des programmes de l'Initiative de Réaction aux Crises en Afrique (ACRI), de la Croisière de Formation Ouest Africaine (WATC) et des Exercices Conjointes de Formation (JCET).

Navigation: PAGES PRINCIPALES, L'AMBASSADEUR, SERVICES CONSULAIRES & VISAS, SERVICE COMMERCIAL - Country Commercial Guide, BUREAU DE PRESSE, BUREAU DES AFFAIRES CULTURELLES, CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION, ATTACHÉ DE DÉFENSE, COOPÉRATION MILITAIRE, REWARDS FOR JUSTICE, GSO/OFFRE DE SERVICE, RESSOURCES HUMAINES, USAID, CORPS DE LA PAIX, HORAIRES ET JOURS DE FERMETURE, NOUS CONTACTER.

Liens: European Command (EUCOM), Defense Revitalization and Marketing Service (DRMS), Defense Security Cooperation Agency (DSCA), Defense Institute for Security Assistance Management (DISAM), Office of Defense Trade Controls, ACRI, Le Programme Self-Help de l'Ambassadeur.

Panorama

Directeur de la publication : Paul HOUGE

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://usembassy.state.gov/dakar>

